

Édito

Turquie : Erdogan, encore et toujours ?

par Tancrède JOSSERAN

EN JUIN À MARSEILLE ET À PARIS

CONFÉRENCES OUVERTES À L'INSCRIPTION

LA TURQUIE : L'AFFIRMATION DE NOUVEAUX CHOIX STRATÉGIQUES

par Tancrède JOSSERAN > page 4

ADHÉSIONS 2018/2019

VOS SOUTIENS NOUS SONT PRÉCIEUX

> page 5

PROGRAMME 2018/2019

PREMIÈRES PISTES

> page 6

La chronique de May ABDULHAK

LIBYE : SEPT ANS DE CHAOS ET D'INCERTITUDE

> page 7

● ACTUALITÉS

Naviguer pour les minorités d'Orient

LA ROUTE DU LIBAN

> page 8

● PARUTION

ISRAËL FACE À ISRAËL

Promesses et dérives d'une utopie

> page 8

● NOS MEMBRES ONT PUBLIÉ

AU COMMENCEMENT ÉTAIT LE CORAN

Par Mathieu GUIDÈRE

> page 9

Avec un an d'avance sur le calendrier initial, la Turquie va connaître le 24 juin prochain un double scrutin législatif et présidentiel. Une fois investi, le nouveau chef d'Etat bénéficiera de la réforme constitutionnelle adoptée de justesse par référendum en 2017.

suite de l'édito en pages 2 et 3

La lettre mensuelle vous informe sur les activités de l'association, les conférences programmées, les événements concernant la Méditerranée.

Des ouvrages de personnalités œuvrant pour le rapprochement des deux rives de la Méditerranée, vous y sont proposés.

Association Euromed-IHEDN chez COUSTILLIÈRE

48, rue Gimelli - 83000 TOULON

Tél : 06 34 19 28 79

Contact entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr

Site www.euromed-ihedn.fr

Président : Jean-François Coustillière

Chargé de communication : Daniel Valla

Bonnes vacances à tous
et rendez-vous début septembre

Pierre VALLAUD

Historien

assurera la conférence
introduitive du nouveau cycle

Panorama de la Méditerranée

9^{es}

Les
Rencontres
internationales
de Cybèle

Les 9^{es} Rencontres de
Cybèle se tiendront
le samedi 29 septembre
à Marseille

Plus d'informations dans nos prochaines Lettres

Dans la lettre de l'été
plus d'informations
sur les programmes
et les dates des conférences
2018/2019

Soutenez
dès aujourd'hui
l'association
dans l'élaboration
du programme 2018/2019

infos en pages 5 et 6

Euromed-IHEDN vous informe :
retrouvez sur notre site
plusieurs articles
publiés par nos membres
www.euromed-ihedn.fr



suite de l'édito

Jusqu'à maintenant, le rôle du Président en Turquie était largement honorifique. Il présidait sans gouverner. Désormais, le Président gouvernera par décret, aura le dernier mot sur le budget, désignera les haut-fonctionnaires tandis que les ministres n'auront de compte à rendre qu'à lui-même. Ravalée à une chambre d'enregistrement, l'Assemblée est réduite à la figuration. L'essentiel des attributs régaliens sera centralisé dans les mains du chef de l'Etat puisque le poste de Premier ministre est appelé à s'effacer.

En fait, le Président turc espère se maintenir aux affaires jusqu'en 2029. L'actuel mandat n'entrant pas en compte, il pourra passer outre la barrière des deux quinquennats et se porter une nouvelle fois candidat à la magistrature suprême en 2024.

Pour autant, le pari de Recep Tayyip Erdogan semble audacieux tant les nuages s'accumulent à l'horizon. Si l'opposition est morcelée, elle n'a pas perdu sa capacité à faire émerger de nouvelles têtes. Plus que tout, le Président craint une dégradation brutale de la croissance. Pièce maîtresse du bilan d'Erdogan, l'économie accumule depuis peu les ratés. Enfin, la question kurde continue de faire peser sur la Turquie, un problème existentiel majeur.

L'usure de l'acier

La décision d'anticiper les élections obéit à un calcul risqué mais qui a sa cohérence.

Tout d'abord, le Président turc a en tête le contexte sécuritaire. La Turquie mène une triple guerre. En Syrie, à Afrin, Ankara s'est ingéré afin d'empêcher l'excroissance syrienne du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) d'établir une zone autonome le long de sa frontière. Laisser-faire aurait permis aux Kurdes de se prévaloir d'une vitrine. Elle aurait rendu caduc aux yeux des 20 millions de Kurdes de Turquie l'existence de la République turque.

À l'intérieur même de ses frontières, Ankara continue à réprimer le séparatisme kurde. Toutefois, si le processus de paix semble au point mort, il n'est pas exclu qu'Erdogan ne profite pas des coudées franches que lui offrirait, une fois élu, la constitution pour lancer une nouvelle initiative. Toute la question est de savoir quelle base serait acceptable pour les deux parties.

Au sein même de l'appareil d'Etat, Erdogan poursuit sa croisade contre la « subversion güleniste ». Jugée responsable du putsch raté du 15 juillet 2016, la confrérie de l'imam Fethullah Gülen encaisse la répression. Autrefois allié lorsqu'il s'agissait de mettre à terre l'establishment-militaro laïc, le Hizmet (mouvement de Gülen) est devenu la bête noire d'Erdogan. L'origine de la querelle entre les deux hommes est simple. Une fois les kémalistes vaincus, ni l'un, ni l'autre ne voulait partager le pouvoir.

Au demeurant, la peur d'Erdogan a une origine rationnelle. Il connaît mieux que quiconque l'entrisme du Hizmet. C'est lui-même qui a ouvert grand la porte de la fonction publique aux gülenistes. Des années durant, ils ont eu tout loisir d'investir les couloirs des ministères. Les élites laïques faisaient alors figures d'ennemis communs.

En réalité, et c'est sans doute l'une des causes principales du virage autoritaire d'Ankara, Erdogan éprouve les affres de l'exercice solitaire du pouvoir. A la claustration s'ajoute la méfiance. Les cadres gülenistes purgés ont difficilement été remplacés, et le président turc n'a qu'une confiance limitée dans les généraux kémalistes tirés de prison. Ces derniers ont un agenda qui n'est pas forcément celui du Président...

Avancer la date du scrutin présidentiel permet d'accélérer la consolidation d'un pouvoir personnel vacillant.

L'économie est l'autre sujet qui préoccupe l'homme fort d'Ankara. Certes, la Turquie continue d'afficher pour l'année 2017 une croissance insolente de 7%. Même la Chine ne fait pas mieux (6%). Mais cette expansion est en trompe l'œil. Elle repose largement sur le BTP qui ne produit pas de valeur ajoutée. Le crédit facile et l'obstination du Président à ne pas vouloir augmenter les taux intérêts ont abouti à une envolée de l'inflation (10%). Du même coup, la livre turque se déprécie. Elle s'échange désormais à 5 livres pour 0,96 euro. Pendant, ce temps les économies des retraités fondent et les investisseurs fuient.



suite de l'édito

A un moment ou un autre, Erdogan sera obligé de donner un tour de vis budgétaire. Mieux vaut que cela soit après qu'avant les élections. Un scrutin anticipé a donc l'avantage d'épargner au Président le supplice d'une lente descente aux enfers. Surtout, après 16 ans de pouvoir sans partage, le temps commence à se faire long.

Erdogan a lui-même reconnu devant les membres de l'AKP, (Parti de la Justice et du Développement) « l'usure de l'acier ». L'AKP n'est plus cette force antisystème novatrice qui à ses débuts bousculait les codes d'une Turquie républicaine encore embaumée dans les effluves des années 30. Au contraire, elle est devenue le système. Elle a repris à son compte les tares qu'elle vilipendait avec tant de véhémence : népotisme, autoritarisme, corruption. Conscient du problème, Erdogan cherche à résoudre l'équation. Sa décision de remplacer en urgence les maires des grandes villes par des profils plus jeunes esquisse un début de réponse. Dans le contexte actuel, le Président turc juge que seule une campagne éclair pourra lui permettre de renverser la donne.

L'impossible opposition

Face à Erdogan s'organise une opposition bien décidée pour la première fois à s'entendre, attelage improbable, elle rassemble sous la même enseigne, nationalistes du Bon Parti, kémalistes du Parti Républicain du Peuple, islamistes purs et durs du Parti de la Félicité. Chaque formation présentera un

candidat au premier tour du scrutin présidentiel. Ensuite, au second tour, tout le monde fera front commun. Hormis le parti kurde exclu de l'alliance, une liste unique est prévue pour les législatives. Néanmoins, l'opposition souffre de trois maux fondamentaux.

Elle manque d'idéologie inclusive. Les nationalistes du Bon Parti portent au pinacle l'unité nationale et heurtent mécaniquement les Kurdes. Les kémalistes du Parti Républicain du Peuple (CHP) crispés sur la défense d'une laïcité intransigeante rebutent la frange la plus dévote de l'électorat. Preuve en est le score erratique de ces deux formations à l'Est du pays ou en Anatolie centrale. L'opposition manque également de leader charismatique. Elle présente d'honorables Professeurs d'université au langage aussi ampoulé qu'incompréhensible. En définitive, c'est l'absence de valeurs partagées qui est la plus criante. Les islamistes orthodoxes et les kémalistes peuvent bien s'entendre de manière tactique. Il leur est toutefois difficile d'élaborer un programme commun et encore plus d'apparaître comme une alternance possible.

De tous les candidats, seule Meral Aksener, candidate de la droite nationaliste et leader du Bon Parti apparaît capable de mettre en difficulté Erdogan. Premier atout, elle est à la confluence de plusieurs électors. Conservatrice, respectueuse de l'identité islamique de son pays, elle n'en demeure pas moins une laïque. Elle n'a jamais porté le voile et a fait des études supérieures. Un tel type de profil pourrait séduire certains électeurs kémalistes. Par ailleurs son ADN droitier, – elle a

longtemps milité au sein du Parti d'Action Nationaliste - est un avantage dans un pays où la droite (conservatrice, nationaliste, islamiste) agrège 60% du corps électoral. Mais chaque chose a son revers. Son parti est encore jeune et manque de relais. Qui plus est dans une société encore très patriarcale il est probable que l'électorat conservateur renâcle à voter pour une femme.

Erdogan conserve de sérieux atouts : la cohérence et l'expérience. Il a un bilan que les autres n'ont pas. Quels que soient les aléas actuels pour nombres de Turcs, le positif y compense le négatif. En 15 ans, le pays s'est métamorphosé, couvert d'infrastructures modernes. La santé, l'éducation sont devenues des services accessibles à tous et non l'apanage d'une élite. Le PIB par tête d'habitant a triplé et de nouveau la Turquie fait figure de puissance respectée.

Le Président turc peut compter sur un socle inamovible de 40% d'électeurs. Certes, l'enthousiasme des premières années s'est estompé. L'affairisme exacerbée, le clientélisme endémique ont laissé des traces. Toutefois, le nom du reis [le chef] reste synonyme de stabilité. Entre deux maux, mieux vaut celui que l'on connaît. L'homme de la rue garde un souvenir détestable des années 90 et de son cortège de scandales sur fond d'instabilité chronique (aucun ministère de coalition n'a tenu plus d'un an et demi). Dans un pays profondément fracturé, Erdogan reste le repère de tout un petit peuple qui voit en lui la poigne de fer qui lui épargnera les affres de la guerre civile. ■



Les entretiens d'Euromed-IHEDN

Conférences ouvertes à l'inscription à Marseille et à Paris

L'inscription est obligatoire (Plan Vigipirate activé). Vous pouvez vous inscrire dès maintenant.

Par courriel : entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr ou par téléphone au 06 34 19 28 79

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur le site www.euromed-ihedn.fr

notre invité sera Tançrède JOSSERAN, sur le thème :

La Turquie : l'affirmation de nouveaux choix stratégiques.



Tançrède JOSSERAN est diplômé en histoire de Paris-IV-Sorbonne, certifié, il est attaché de recherche à l'Institut de Stratégie Comparée (ISC).

Spécialiste de la Turquie, auteur de « *La Nouvelle puissance turque... l'adieu à Moustapha Kemal* », Paris, éd. Ellipses, 2010. Il a reçu pour cet ouvrage le Prix du festival de géopolitique et de géoéconomie de Grenoble.

Avec l'Arabie saoudite, la Turquie est le seul pays du Moyen-Orient du G20.

Bénéficiant d'une économie prospère et diversifiée reposant sur des assises beaucoup plus solides que la plupart de ses voisins, la Turquie semble avoir les moyens des fortes ambitions qui sont les siennes et qu'elle ne cherche plus à cacher. Sous la houlette de Recep Tayyip Erdogan, le pays d'Atatürk a connu en un plus d'une décennie une révolution silencieuse.

Alors que l'ancienne Turquie kémaliste avait jeté au rebus l'Orient et ses mirages, la nouvelle Turquie d'Erdogan fait de l'islam et du souvenir de l'Empire ottoman le ciment de son pacte social.

Restent à surmonter les nombreuses fractures internes (entre Turcs et Kurdes, laïcs et dévots, ruraux et citadins) qui, plus d'une fois dans son histoire, ont ralenti son ascension.

À MARSEILLE > Mardi 12 juin à 19 h

Hémicycle de l' **HÔTEL DE RÉGION**
27 place Jules Guesde 13002 Marseille

L'inscription est obligatoire

Date limite d'inscription à la conférence :
lundi 11 juin à 15 h dernier délais

Droit d'accès payable sur place : 10 €

Accès gratuit pour les membres et les étudiants.

Un rafraîchissement sera servi à l'issue de la conférence.

Un dîner est organisé autour de notre invité

Nombre de places limité : inscription jusqu'au mercredi 6 juin

Le montant du dîner est de 34 €.

Les chèques sont à libeller au nom de : **Restaurant LES ARCENAULX.**

À PARIS > Mercredi 13 juin à 19 h

amphithéâtre LOUIS, à l'Ecole militaire.

L'inscription est obligatoire

Date limite d'inscription : jeudi 7 juin au soir

Votre inscription doit OBLIGATOIREMENT faire mention de vos nom, prénom, date et lieu de naissance et nationalité.

L'accès de tout véhicule privé est interdit.

Droit d'accès payable sur place : 10 €

Accès gratuit pour les membres et les étudiants.

Un rafraîchissement sera servi à l'issue de la conférence.

Un dîner est organisé autour de notre invité au Cercle de l'Ecole militaire,

Nombre de places limité : inscription jusqu'au mercredi 6 juin

Le montant du dîner est de 35 €.

Les chèques sont à libeller au nom de : **Euromed-IHEDN.**

S'engager aujourd'hui
c'est donner à l'association
de meilleures conditions
pour l'élaboration
de son prochain cycle



Association Euromed-IHEDN - Cycle 2018/2019

Association reconnue d'intérêt général

Bulletin à compléter et à renvoyer en joignant votre règlement par chèque à l'ordre de Association Euromed-IHEDN
à l'adresse suivante : EUROMED-IHEDN chez COUSTILLIÈRE - 48, rue Gimelli - 83000 TOULON

Nom Prénom

Prénom du conjoint *si adhésion en couple*

Adresse

Code postal Ville

Courriel

Tél.

Fax

Bulletin d'adhésion Cycle 2018/2019

Je souhaite devenir membre
ou renouveler mon adhésion
à l'association Euromed-IHEDN

Je règle la cotisation annuelle d'un montant de
cocher la case correspondant à votre choix :

- 60 € (une personne)
 90 € (couple)
 Étudiant (gratuit)

La qualité d'adhérent donne lieu à l'attribution d'une
carte de membre actif d'Euromed-IHEDN valable
pour la durée du cycle en cours : septembre 2018
à juillet 2019.

Bulletin de générosité

Je soutiens l'association Euromed-IHEDN
dans ses projets en faveur de la sensibilisa-
tion aux enjeux euro-méditerranéens.

Je désire bénéficier de la réduction fiscale prévue

Comment réduire votre impôt sur le revenu

66 % du montant de votre don sont déductibles de votre impôt
sur le revenu *dans la limite de 20% de votre revenu imposable.*

un don de **100 €**

ne vous coûtera réellement que 34 €

Je vous adresse un don

de €

Vous recevrez un reçu fiscal avec votre carte d'adhérent





Les Entretiens d'Euromed-IHEDN

Programme à l'étude pour le cycle 2018/2019

« Nous sommes en train d'élaborer le programme des Entretiens Euromed-IHEDN pour le cycle 2018-2019. Il s'agit d'un projet qui pourra être remanié. Comme vous pouvez le constater il manque encore une conférence. Au demeurant, les intervenants cités ci-dessous ont tous donné leur accord de principe. Reste à coordonner leurs emplois du temps avec les dates de réservation des amphithéâtres ... » JFC

Pierre VALLAUD,

Historien.

**Panorama
de la Méditerranée.**

Antoine SFEIR,

Journaliste
et politologue libano-français.

**Que faire
face à la radicalisation ?**

Virginie COLOMBIER,

Chercheuse au Centre d'études
avancées Robert Schuman,
institut universitaire européen
de Fiesole près de Florence
en Italie.

Libye : où va-t-on ?

Xavier DAVID,

Architecte chargé du chantier.

**Les Trois basiliques
d'Algérie, rénovation.**

**Conférences réservées
aux membres**

Bernard HOURCADE,

Géographe spécialiste de l'Iran.

**Rapports de force
dans les relations
internationales autour
du Golfe
arabo-persique.**

Razika ADNANI,

Ecrivain, philosophe
et islamologue.

**Le Maghreb,
la question identitaire
et ses répercussions.**

Pierre BLANC,

Ingénieur en chef des Ponts,
des Eaux et des Forêts,
Docteur en géopolitique
et maître es sciences.

**Moyen-Orient :
des idéologies
à la dérive.**

Pierre DUQUESNE,

Ambassadeur
délégué interministériel
à la Méditerranée.
*Cette fonction remplace
la Mission interministérielle
de l'Union pour la Méditerranée.*

**La France
et la Méditerranée.**

Paolo MODUGNO,

Professeur
de civilisation italienne
à Sciences Po.

**France-Italie :
« je t'aime moi non plus »
Comprendre
la complexité
de ces relations.**

Hakim EL KARAOUI,

Essayiste et consultant français.

**Nouveau monde arabe,
nouvelle politique arabe
pour la France.**

L'ordre de cette liste ne présente aucun caractère prévisionnel chronologique



Chargée du développement
Euromed-IHEDN
pour la Région Ile de France

Libye : sept ans de chaos et d'incertitude.

L'intervention militaire occidentale en Libye de mars 2011 qui a entraîné la chute de Mouamar Khadafi n'a pas anticipé la désintégration de l'appareil sécuritaire ni l'irruption d'une multitude de guerres civiles locales, ancrées dans de vieilles rivalités tribales ainsi que l'éclatement de violents conflits d'intérêt pour le contrôle des réserves énergétiques.

Profitant de l'anarchie, le groupe État islamique (EI) a mis un pied dans ce pays, en occupant durant des mois différentes régions dont la ville de Derna dont il a été chassé en juin 2015, Syrte en décembre 2016. Même affaiblis, les jihadistes rôdent toujours dans le désert, constituant une menace persistante.

Le chaos libyen a provoqué l'instabilité de l'ensemble du Sahel qui est devenu une zone de grave danger menaçant directement la sécurité du territoire européen.

Le pays est devenu une plaque tournante de l'immigration clandestine. Il est régulièrement pointé du doigt pour le mauvais traitement et l'exploitation de centaines de milliers de migrants d'Afrique sub-saharienne, venus tenter la traversée de la Méditerranée.

Un constat accablant de la situation.

Règne de l'insécurité et baisse du niveau de vie :

Principale ressource du pays, l'industrie pétrolière, affectée par les violences, peine à retrouver les niveaux antérieurs de production, ainsi de 1,6 million de b/j en 2010 celle-ci est passée à environ 1 million b/j en 2017. Les recettes de l'export énergétique, ont chuté de 47 mds \$ en 2010 à 14 mds \$ en 2017, et sont partagées entre groupes de pouvoir et multinationales. De plus, de nombreux terminaux pétroliers sont aux mains des milices.

Les fonds souverains qui étaient d'environ 150 mds de dollars, investis à l'étranger par l'Etat libyen, ont été "gelés" en 2011 par mandat du Conseil de sécurité de l'Onu.

Quant aux 16 mds d'euros de fonds libyens, bloqués à la Euroclear Bank en Belgique, 10 mds € ont déjà disparu sans aucune autorisa-

tion de prélèvement. La même mainmise sur les fonds semble se reproduire dans les autres banques européennes et américaines.

De plus, les Libyens sont confrontés quotidiennement à l'absence de sécurité et d'un réel système judiciaire, aux coupures d'eau et de courant électrique, à la détérioration des services, au manque d'argent liquide et aux queues dans les banques.

Le dinar, qui auparavant valait 3 dollars, est aujourd'hui changé à un taux de 9 dinars pour un dollar. Les biens de consommation courante doivent être importés et réglés en dollars, avec une inflation annuelle consécutive de 30%. in www.mondialisation.ca 28 mars 2018, <https://www.mondialisation.ca/libye-sept-ans-de-malheur-otan/5623945>

L'ONU s'efforce en vain de trouver une issue politique à la crise.

Au plan politique, deux autorités se disputent le pouvoir. Aucune n'a réussi à rétablir l'ordre à 100%, dans les portions de territoire qu'elle prétend contrôler. Le gouvernement d'union nationale (GNA), issu, fin 2015 d'un accord parrainé par l'ONU, avec Fayez Al Sarraj comme premier ministre, est basé à Tripoli, tandis qu'une autorité rivale s'est installée dans l'Est, contrôlée en grande partie par les forces du maréchal Khalifa Haftar l'« Armée nationale libyenne ». Après avoir conquis le Croissant pétrolier (principale plateforme d'exportation du brut libyen) à l'automne 2016, l'ANL a « libéré » en juillet 2017 Benghazi des milices jihadistes à l'issue d'une campagne militaire « Karama » (« dignité ») de trois ans. L'ANL contrôle désormais l'essentiel de la Cyrénaïque.

Une réunion s'est tenue le 25 juillet 2017 à la Celle Saint-Cloud en présence des deux rivaux et sous le parrainage d'Emmanuel Macron, à l'issue de laquelle une déclaration commune en dix points évoquant notamment « un cessez-le-feu » et la tenue d'élections législatives et présidentielles au printemps 2018, avait été adoptée.

M. Ghassan Salamé, nommé chef de la mission d'appui des Nations unies pour la Libye (Manul), multiplie depuis les navettes pour rapprocher les points de vue entre l'Ouest et l'Est libyens et tente de réunifier leurs institutions militaires respectives.

Son plan prévoit notamment de futures élections dans le but de refonder la légitimité d'un pouvoir réunifié.

Le retour à Benghazi du maréchal Haftar le 26 avril 2018, après une hospitalisation dans un établissement parisien a mis un terme à la confusion qui s'était installée dans son propre camp, agitée par la perspective d'une crise de succession illustrée par l'attentat à la voiture piégée auquel avait échappé Abdulrazzak Al-Nazuri, chef d'état-major de l'ANL le 18 avril 2018. Un vide de pouvoir était ainsi aussitôt la source d'une périlleuse déstabilisation. Dans ce contexte, M. Haftar est très soutenu par l'Egypte et les Emirats arabes unis (EAU).

Les prolongements en France :

Bien que cette intervention ait été qualifiée de « lourde erreur » par Emmanuel Macron, une majorité des Français continue à penser que la guerre en Libye était justifiée par les massacres généralisés commis par le régime Kadhafi contre sa population. Il apparaît aujourd'hui que ces massacres sont l'une des plus grosses « fake news » de notre époque (avec celle des Etats-Unis contre l'Irak en 2003) pour justifier une guerre ayant eu probablement d'autres motifs : c'est là la conclusion du Parlement britannique dans un rapport de 2015 à ce sujet. Des voix s'élèvent en France pour réclamer une enquête parlementaire similaire, ce qui apparaîtrait assez légitime pour lever les interrogations.

Mais, la rupture en 2011 des liens étroits entre les présidences française et libyenne donne lieu actuellement à ce que l'on pourrait qualifier une « affaire d'Etat ». Ainsi, à la suite de l'ouverture d'une enquête officielle en 2013 en raison du financement illégal de la campagne de l'ancien Président de la République Nicolas Sarkozy en 2007, ce dernier a été mis en examen pour « corruption passive », « financement illégal de campagne électorale » et « recel de détournement de fonds publics libyens » par trois juges du pôle financier le 21 mars, et placé sous contrôle judiciaire. Il est douteux dans ces conditions qu'une enquête parlementaire puisse être initiée.

Face à la violence qui se réclame de l'islam

et qui puise sa légitimation dans le Coran même, de nombreux penseurs musulmans défendent l'idée qu'un examen critique des sources et des fondements de la civilisation musulmane est nécessaire et urgent.



Au commencement était le Coran

Par Mathieu GUIDÈRE,
membre honoraire de notre association

Collection Folio actuel (n° 171), Gallimard
Parution Février 2018

<http://www.gallimard.fr/Catalogue/GALLIMARD/Folio/Folio-actuel/Au-commencement-etait-le-Coran>

Pour la majorité des musulmans, le Coran, parole de Dieu, est immuable. La révélation à Mahomet fut transmise, de façon directe et continue, du Prophète à ses compagnons, enfin des compagnons à l'ensemble de la communauté musulmane, de génération en génération, par voie orale puis sous forme écrite. Un processus de mémorisation par cœur a abouti, au bout de quatorze siècles, à la situation actuelle où le Coran doit être vénéré littéralement.

Mais face à la violence qui se réclame de l'islam et qui puise sa légitimation dans le Coran même, de nombreux penseurs musulmans défendent l'idée qu'un examen critique des sources et des fondements de la civilisation musulmane est nécessaire et urgent. Sensibles à la dimension contextuelle du texte coranique, ils insistent sur la portée symbolique ou partielle des prescriptions qu'il contient, par exemple sur le voile, sur l'amputation et la décapitation ou encore sur la guerre sainte. Tous font preuve d'un souci d'adaptation aux problématiques des sociétés contemporaines telles que le pluralisme religieux et les droits de l'homme, le statut de la vérité et de la violence sacrée, la libération de la femme et la défense des minorités.

Mathieu Guidère rend compte des débats en cours dans le monde musulman, et des risques auxquels s'exposent ces penseurs.

Ce livre est particulièrement intéressant car il décortique les débats qui ont pu se développer au sein du monde musulman autour des prescriptions attribuées au prophète Mahomet tout autant que sur leur validité au cours des siècles. Il met en lumière le rejet par un certain nombre de penseurs des interprétations extrémistes qui se retrouvent autour du refus des anciens commentaires du Coran jugés anachroniques et des lectures littéralistes et fixistes. Au-delà de l'analyse historique qui dévoile les interrogations que ce Livre sacré a pu susciter parmi les écoles de pensée musulmanes à travers les siècles, il évoque également au passage diverses controverses coraniques comme l'esclavage, l'asservissement, le mariage, la polygamie, la fornication, l'adultère, le voile, la burqa, le vin et enfin l'alcool. JFC



Une initiative vient de naître

La Route du Liban

Marseille > Beyrouth > 23 juin 2019

Naviguer pour les minorités d'Orient.



Cette initiative provient d'un groupe de personnes sensibles à la situation des minorités d'Orient et qui ont estimé que leur sort, peu connu de nos populations n'était pas vraiment rapporté dans les médias.

L'initiative a pour objectifs :

- En Europe, d'informer, de sensibiliser, de mobiliser

- Au Proche-Orient, de conforter les gens en leur montrant que l'on ne les oublie pas. De rassembler des moyens, financiers et matériels, pour les attribuer à des associations œuvrant sur le terrain, en Syrie, en Irak, au Liban

Cette démarche me paraît sérieuse et louable, c'est pourquoi j'ai souhaité vous en informer.

La mer et les marins ont toujours été les supports d'image d'une vraie solidarité. « La route du Liban » constitue un rassemblement de 20 à 30 voiliers qui partiront de Marseille le 23 juin 2019 pour rejoindre Beyrouth vers le 16 juillet.

Si cette démarche vous séduit, marins ou pas, vous pouvez vous y joindre et apporter votre concours.

JFC

Pour plus d'informations :

<https://www.larouteduliban.com>

Si vous souhaitez entrer en contact avec les organisateurs vous pouvez aussi passer par Euromed-IHEDN : association-euromed-ihedn@wanadoo.fr

> nos membres ont écrit

Un livre qui tente de saisir Israël dans ses principales contradictions.



Israël face à Israël

Promesses et dérives d'une utopie

Par Pierre BLANC

enseignant chercheur en géopolitique à Sciences po Bordeaux et Jean-Paul CHAGNOLLAUD

professeur émérite des Universités et membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN.

Tous deux sont également des conférenciers réguliers des Entretiens Euromed-IHEDN

Editions Autrement - Parution Avril 2018

<https://www.autrement.com/Catalogue/essais-et-documents/israel-face-a-israel>

En France comme ailleurs, l'image d'Israël est très contrastée.

Pour les uns, c'est un État irréprochable grâce auquel le peuple juif dispose enfin de son « toit politique ». Une démocratie qui perdure dans un environnement instable et dangereux.

Pour les autres, c'est avant tout un État qui occupe depuis cinquante ans un territoire qui n'est pas le sien et sur lequel il a développé une colonisation systématique au mépris du droit international.

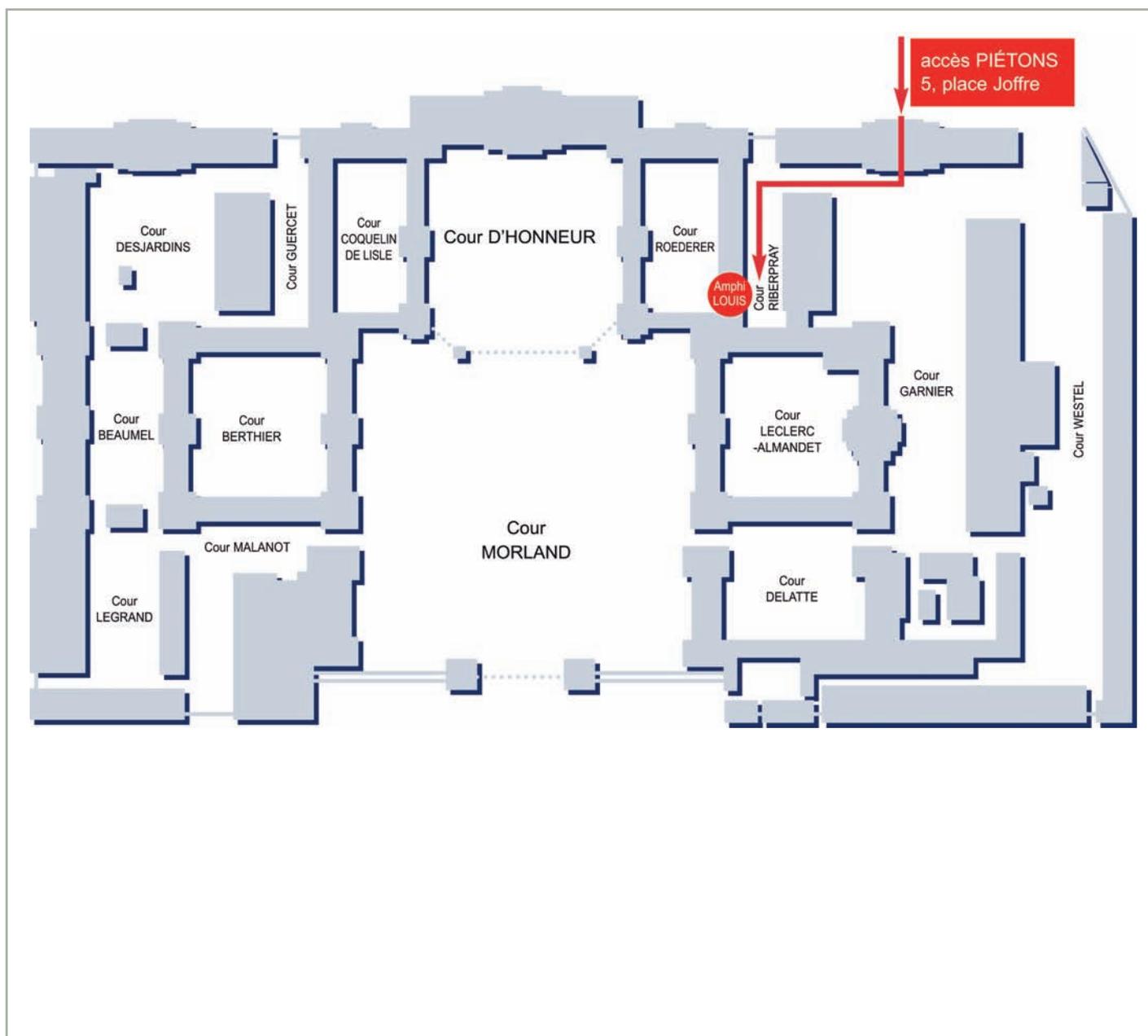
De fait, comme le montrent Pierre Blanc et Jean-Paul Chagnollaud à l'aide de nombreux exemples, la réalité d'Israël offre bien des contradictions. Idéologie, territoire, État, identité, sécurité, économie : autant de thèmes qui sont abordés dans ce livre sous leurs aspects paradoxaux, afin de nous permettre d'appréhender la réalité d'Israël aujourd'hui.



Plan d'accès à Paris, amphithéâtre Louis

inscrivez-vous pour recevoir chaque mois l'invitation détaillée à la conférence

entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr

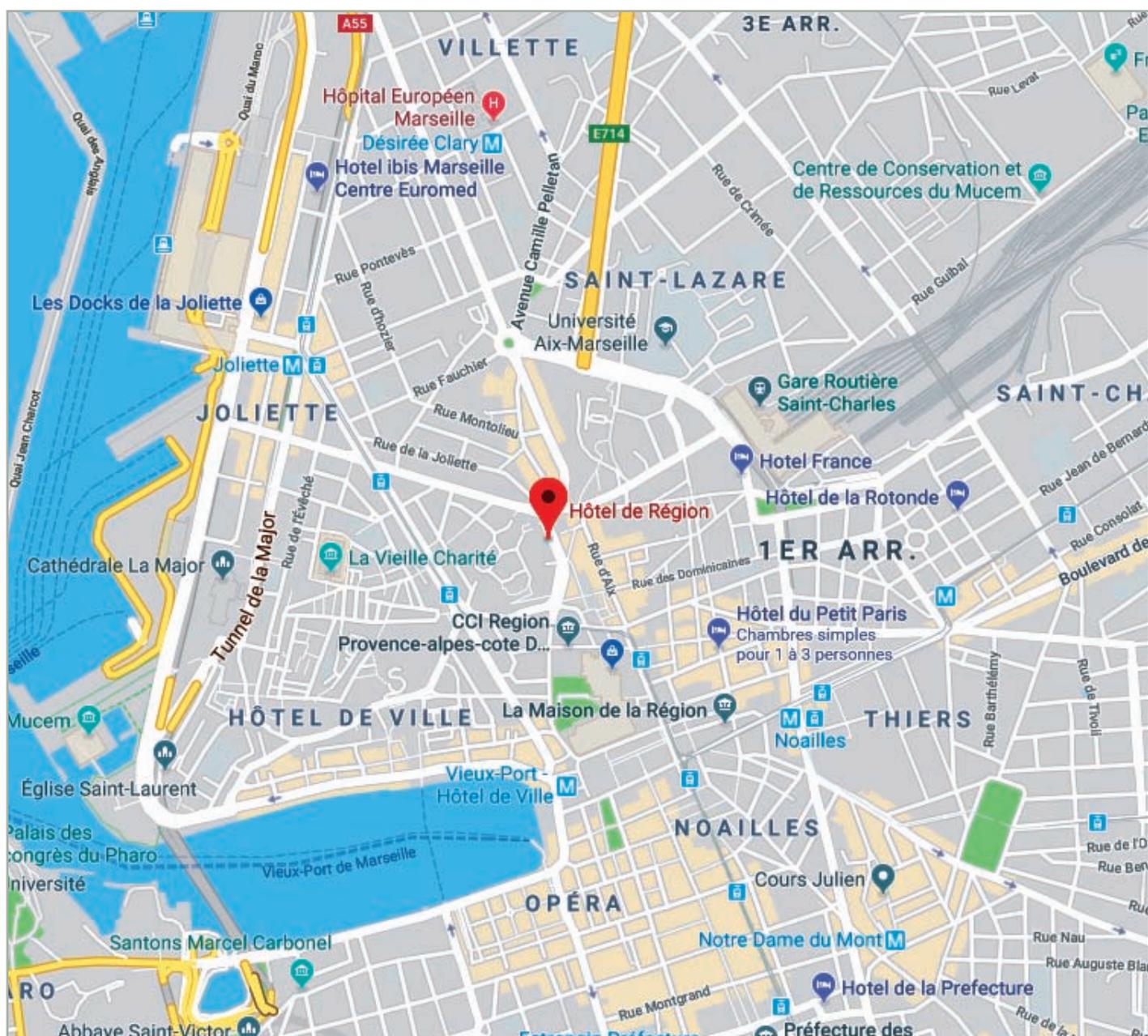




Plan de situation de l'**Hôtel de Région** à Marseille

inscrivez-vous pour recevoir chaque mois l'invitation détaillée à la conférence

entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr



Pensez à faire suivre

cette lettre
et les invitations
aux conférences

à vos amis

et vous aussi
participez
au rayonnement
de l'association